



Emplois-Salaires-Retraite

**Toutes les raisons d'agir !
Le 6 février prochain...**



Le 6 janvier, l'Union Départementale CGT des syndicats CGT de Seine Maritime, présentait ses vœux pour l'année 2014, en présence de 70 personnes.

Dans son intervention Régis GASSE, le secrétaire Général de l'UD, a réaffirmé que les raisons d'agir en ce début d'année ne manquent pas, les cadeaux au patronat et au monde de la finance continuent.

Il n'y pas d'illusion à se faire, François Hollande dans ses vœux du 31 décembre, a tracé la feuille de route : Nouveaux cadeaux au patronat avec le pacte de responsabilité aux entreprises, réduire les dépenses publiques, diminuer les impôts avec moins de « charges » et de contraintes aux entreprises. Ce sont les salariés à nouveaux, qui vont payer la note de ce plans d'austérité, d'où la nécessité de créer un rapport de force qui permettra de combattre cette stratégie, la journée d'action du 6 février est une première étape, à nous de la réussir (ci-joint, l'intervention intégrale).

Les luttres continuent en Seine Maritime...

SPB : Depuis le 6 janvier, les salariés du courtier gestionnaire en assurance du Havre sont en grève pour l'augmentation des salaires. Lors des NAO, la direction avait décidé d'une augmentation de 1,5%.



L'Info qui dit 

APPEL AUX SYNDICATS

LUTTE SPB :

jeudi 09.01 - 4^{ème} jour de grève

Judi 09 janvier 2014
RV à 11h devant SPB
Puis rassemblement à 11h30
à la Sous Préfecture.

On lâche rien... ! TOUS ENSEMBLE

Ils ont besoin de tout notre soutien et de toutes nos forces, VENEZ NOMBREUX !



La CGT et les salariés réclament 3 % pour les employés et 2,5 % pour les cadres.

Pour Myriam Derraz, déléguée syndicale CGT : Nous voulons tout simplement que l'employeur redistribue les bénéfices qu'il génère. Il en fait énormément, c'est un secteur qui n'est pas touché par la crise.

Répression syndicale : La criminalisation de l'action syndicale continue

L'acharnement patronal contre les militants syndicaux, soutenu par le gouvernement, continue.

Après les 5 de Roanne, pour qui le Procureur de la République a décidé, le 31 décembre 2013, de faire appel du jugement alors qu'ils étaient relaxés, le patronat se sent pousser des ailes. Revanchard, il n'en a jamais assez en cette période, malgré les cadeaux faramineux octroyés par le gouvernement ; il veut faire barrage à ceux qui s'opposent à ses mauvais coups, et notamment notre organisation CGT en Seine-Maritime, dans l'agglomération Elbeuvienne, où la CGT est particulièrement visée.

Le 6 janvier, un militant CGT de l'entreprise ADNN (ex ACE) de Caudebec-les-Elbeuf, était convoqué au commissariat de police suite au conflit qui avait eu lieu il y a quelques temps dans cette entreprise.

Le 8 janvier, c'est au tour du Secrétaire Général de l'Union Locale d'Elbeuf, **Christian MORIN**, d'être convoqué. On reproche à l'UL CGT d'Elbeuf d'avoir organisé un rassemblement devant l'entreprise ADNN au moment où un élu CGT était convoqué pour un entretien préalable à un licenciement.

Nous ne pouvons accepter ces attaques portées contre la CGT, C'est pourquoi l'Union Départementale CGT avait appelé à un rassemblement le mercredi 8 janvier 2014 à 15 h 45 devant le commissariat de police d'Elbeuf,
Lorsque l'on touche à un militant CGT, on touche à toute la CGT.



Plus d'une centaine de personnes présentes devant le commissariat d'Elbeuf, pour dénoncer l'acharnement patronal. Environ **2.000** tracts (*ci-joint*) ont été distribués aux automobilistes au cours du rassemblement.

D2T : le 9 janvier, le syndicat CGT de l'entreprise D2T de Saint Etienne du Rouvray appelle les salariés à la grève sur l'ensemble de la journée. Ce jour-là se tient une réunion du comité d'entreprise où figure à l'ordre du jour un plan de suppressions d'emplois.

L'UD CGT de Seine Maritime avait appelé les camarades disponibles à venir soutenir les salariés de D2T pour distribuer un tract aux automobilistes, à **7 h** au rond-point du Zénith de Rouen.

D2T est une entreprise spécialisée dans les essais et le développement de tous types de moteurs (de la tronçonneuse, au moteur d'avion, en passant par le tracteur, à l'automobile, ainsi que des organes de transmission). Filiale du groupe **IFPEN** qui est l'organisme de l'Etat en charge du développement dans ces domaines, elle dispose de deux établissements, l'un à Trappes, l'autre sur le technopôle de Saint-Etienne du Rouvray.

Aujourd'hui, plus de 30% des postes (21 sur 62) sont menacés sur le site Rouennais alors que l'objectif de développer des moteurs « propres » reste un défi d'avenir.



Nous avons pris un certain nombre d'initiatives, il fallait avant tout convaincre le personnel de se mobiliser, sachant que ce n'est pas un secteur où il y a une tradition de luttes. **Le 18 décembre**, l'UD/ USTM ont rencontré le syndicat. **Le 27 décembre** une rencontre UD/USTM/ Direccte. **6 janvier** rencontre FD CGT Métaux. **8 janvier** rencontre UD/USTM à la Préfecture. **9 janvier** 1^{ère} action des salariés avec une distribution de tracts au rond-point du Zénith à 7h, pratiquement 100% grévistes, puis à 9h30 intervention des salariés avec leurs élus CGT à la réunion du Comité d'Entreprise dans le cadre du PSE.

D'autres actions sont en cours.